



ECO BUSINESS

PME - TPE - STARTUP



ÉCOUTER
CE NUMÉRO EN
DÉBAT-PODCAST

3 Février 2025

www.lodj.ma

**Les sallages bientre TVA
et inpmes sur le revuun**

PAYSLIP
VAT
INCOME TAX
IAT
*54

VAT
TAT
SQT
JOT
EOT
TGT
8.1
VAT
& INCOM TAX
DE LE REVUIN
111
%

5:0

Scan me

SCANNABLE QR CODE

**Syndicats, patronat, partis :
Qui prendra l'initiative de repenser la
fiscalité sur le travail au Maroc ?**

**EN 2025, LE MAROC FACE À UN IMPÉRATIF DÉBAT SUR LA
POLITIQUE DES REVENUS ET LA REDISTRIBUTION FISCALE**



INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING



lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solide



www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma



+212 666-863106

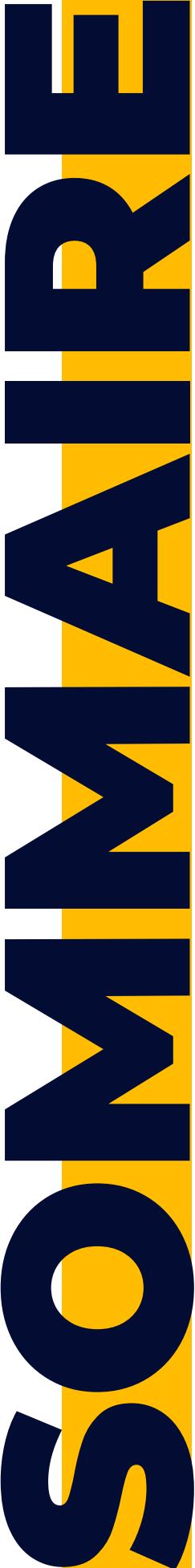
@lodjmaroc



REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!



EN 2025, LE MAROC FACE À UN IMPÉRATIF DÉBAT SUR LA POLITIQUE DES REVENUS ET LA REDISTRIBUTION FISCALE

SYNDICATS, PATRONAT, PARTIS : QUI PRENDRA L'INITIATIVE DE REPENSER LA FISCALITÉ AU MAROC ?

DES PISTES POUR UN TRANSFERT DES CHARGES ET DE LA FISCALITÉ SUR LE TRAVAIL

ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC UN SYNDICALISTE INVITÉ SUR LE TRANSFERT DES CHARGES FISCALES

ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC UN PATRON FAVORABLE AU TRANSFERT DES CHARGES FISCALES

ENTRETIEN AVEC UN POLITICIEN FAVORABLE À UNE RÉFORME FISCALE CONDITIONNÉE PAR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE

INVITÉ EXPERT : LES LIMITES DU TRANSFERT DES CHARGES SUR LA TVA AU MAROC

INVITÉ EXPERT : TRANSFERT DES CHARGES SOCIALES SUR LA TVA : UNE OPPORTUNITÉ POUR LES ENTREPRISES MAROCAINES ?



Imprimerie Arrissala

ECO BUSINESS DU 03 FÉVRIER 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : ADNANE BENCHAKROUN - MAMOUNE ACHARKI - MOHAMED AIT BELLAHCEN
CHRONIQUEURS INVITÉS : AZIZA BENKIRANE - JAMAL BENADDOU IDRISI - SOPHIA EL KHENSEA BENTAMY

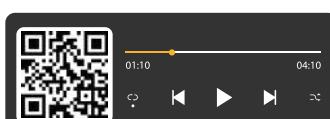
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur : www.pressplus.ma



LE LIRE C'EST BIEN,
L'ÉCOUTER C'EST
ENCORE MIEUX !

EN 2025, LE MAROC FACE À UN IMPÉRATIF DÉBAT SUR LA POLITIQUE DES REVENUS ET LA REDISTRIBUTION FISCALE

Politique des revenus : L'heure du débat national au Maroc

Une pression insoutenable sur les revenus du travail

La nécessité d'un débat profond et structurant sur la politique des revenus et la redistribution fiscale au Maroc devient incontournable en 2025. Les défis économiques, sociaux et fiscaux imposent une réflexion collective sur la manière dont les charges sont réparties entre les différentes composantes de la société. Deux axes majeurs émergent : le transfert des charges du travail vers la consommation et le foncier, et l'impact sur le pouvoir d'achat des ménages.

Actuellement, la fiscalité marocaine repose lourdement sur les salaires. L'impôt sur le revenu (IR), qui cible majoritairement les employés, génère près de 73 % de ses recettes grâce aux prélèvements sur les salaires déclarés, tandis que d'autres sources de revenus demeurent insuffisamment imposées. Ce déséquilibre contribue à une érosion du pouvoir d'achat des classes moyennes, accentuant les inégalités sociales et le sentiment d'injustice fiscale.

En parallèle, les entreprises, soumises à une fiscalité également lourde, peinent à investir dans la création d'emplois de qualité. Cette double contrainte freine la dynamique économique et renforce l'informalité du marché du travail.

Pour alléger cette pression, une redistribution des charges fiscales vers la consommation et le foncier pourrait être envisagée. Toutefois, une telle réforme doit être abordée avec prudence pour éviter de pénaliser les ménages les plus vulnérables.

Fiscalité de la consommation : Une augmentation de la TVA ou la création de taxes ciblées sur les biens non essentiels pourrait générer des recettes significatives. Cependant, l'effet régressif de la TVA risque de peser davantage sur les ménages à faibles revenus, à moins que des mécanismes compensatoires soient instaurés, tels que des subventions ciblées ou une exonération sur les produits de première nécessité.



Fiscalité foncière : Le secteur foncier représente une manne sous-exploitée. Une taxation accrue sur les terrains non bâties, la spéculation foncière ou les biens immobiliers de luxe pourrait non seulement accroître les recettes fiscales, mais également stimuler une utilisation plus efficiente du foncier. Cela pourrait, par exemple, favoriser le développement de logements sociaux ou d'espaces économiques.

Le débat sur la redistribution fiscale ne peut se limiter à une approche technique. Il s'agit également d'un enjeu politique majeur qui interroge la vision de la justice sociale et fiscale du pays. Dans une société marquée par des disparités régionales et socio-économiques croissantes, l'acceptabilité de telles réformes dépendra de leur équité perçue et de leur capacité à offrir des perspectives de développement inclusif.

En 2025, le Maroc devra ainsi choisir entre maintenir un système fiscal inéquitable et inefficace, ou s'engager dans une réforme ambitieuse qui repose sur trois piliers : justice fiscale, croissance économique, et protection des classes vulnérables. Cette transformation exigera un dialogue national impliquant l'État, les entreprises, les syndicats et la société civile.



MERCI À NOS CHRONIQUEURS INVITÉS



DÉBAT ANTICIPÉ SUR LA FISCALITÉ SUR LE TRAVAIL : RESPONSABILITÉ DES SYNDICATS, DU PATRONAT ET DES PARTIS POLITIQUES

Syndicats, patronat, partis : Qui prendra l'initiative de repenser la fiscalité au Maroc ?

Un débat nécessaire pour éviter la surprise électorale

Le Maroc se trouve à un tournant décisif en matière de réformes fiscales et de redistribution des charges. Alors que les élections de 2026 approchent, il est crucial que syndicats, patronat et partis politiques s'emparent dès maintenant de cette question stratégique. Attendre une initiative tardive du gouvernement risquerait de plonger la classe politique dans une situation de gestion de crise, à la veille d'un scrutin déterminant pour l'avenir du pays.

Le transfert des charges fiscales et sociales du travail vers d'autres bases, comme la consommation, le foncier ou les secteurs sous-fiscalisés, est un enjeu qui ne peut être éludé.

Cette réforme touchera directement :

- **Le pouvoir d'achat des ménages ;**
- **La compétitivité des entreprises ;**
- **La capacité de financement de l'État social.**

Si ce débat n'est pas organisé en amont, les répercussions économiques et sociales de ces réformes risquent de provoquer un mécontentement général, exacerbé par le contexte électoral de 2026. Une anticipation concertée permettrait d'éviter un choc politique et social.

Pourquoi les syndicats, le patronat et les partis doivent prendre l'initiative

Les syndicats : Défenseurs du pouvoir d'achat Les syndicats doivent agir pour défendre les intérêts des travailleurs face à une fiscalité du travail écrasante. En prenant part au débat, ils pourraient :

Proposer des solutions pour alléger les charges sociales pesant sur les salaires ;
Militer pour une fiscalité plus équitable et mieux ciblée.

Le patronat : Garantir la compétitivité Les entreprises, déjà lourdement taxées, ont tout intérêt à participer activement à cette réflexion pour :

Réduire les coûts du travail, favorisant ainsi la création d'emplois ;
S'assurer que les nouvelles taxes ne freinent pas les investissements.

Les partis politiques : Éviter un écueil électoral En s'appropriant le débat dès maintenant, les partis politiques peuvent :

Proposer des réformes ambitieuses dans leurs programmes, évitant d'être pris de court par une initiative gouvernementale impopulaire ;
Renforcer leur crédibilité auprès des électeurs, en démontrant leur capacité à anticiper les grands enjeux.

Une approche concertée pour une réforme inclusive

Un débat tripartite entre syndicats, patronat et partis politiques offrirait plusieurs avantages :

Prise en compte des différents intérêts : Chaque acteur pourrait défendre ses priorités tout en cherchant un compromis acceptable pour tous.
Élargissement du champ des idées : Les solutions innovantes émergeraient plus facilement d'un dialogue ouvert et pluraliste.
Préparation des citoyens au changement : Une communication proactive sur les enjeux et les bénéfices des réformes permettrait d'assurer une meilleure acceptabilité sociale.

Un débat essentiel pour l'État social marocain

La réforme fiscale, si elle est menée dans l'urgence ou sous pression électorale, pourrait manquer de cohérence et d'équité. En revanche, une anticipation collective permettrait de poser les bases d'un modèle fiscal durable, soutenant un État social inclusif tout en stimulant l'économie.

Ne pas agir dès maintenant serait une erreur stratégique. Les acteurs sociaux et politiques ont non seulement la responsabilité, mais aussi l'opportunité de contribuer à cette réforme majeure, dans l'intérêt général du pays.

Radio des marocains du monde

R212

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!

دبي - اذربيجان - مغاربة العالم

WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | EMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

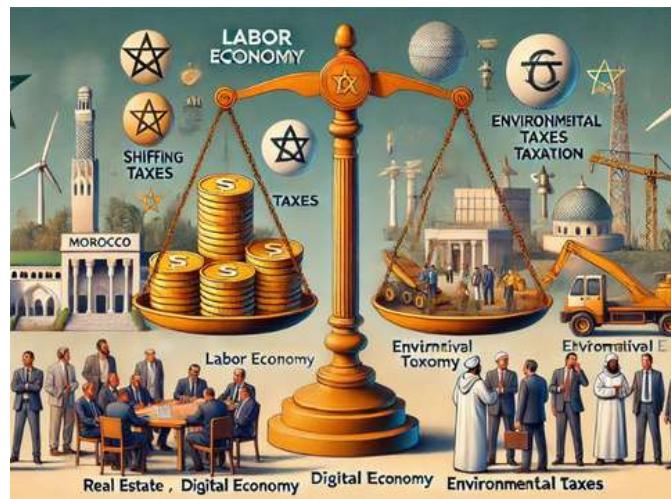


Des pistes pour un transfert des charges et de la fiscalité sur le travail

Repenser la fiscalité marocaine : Des solutions pour bâtir un État social pérenne

Au-delà des salaires : Vers une redistribution équitable des charges fiscales au Maroc

Fiscalité 2025 : Quels leviers pour financer l'État social marocain ?



Fiscalité 2025 : Quels leviers pour financer l'État social marocain ?

Le Maroc, dans sa quête de consolidation d'un État social durable, ne peut se contenter de réformer la fiscalité du travail sans explorer d'autres sources de revenus fiscaux et économiques. Une redistribution équilibrée des charges exige des solutions innovantes et adaptées à son contexte socio-économique.

Voici plusieurs pistes complémentaires pour transférer les charges fiscales tout en garantissant un financement pérenne des politiques sociales.

1. Fiscalité environnementale : Le « pollueur-payeur »

Le Maroc, engagé dans une transition écologique, peut renforcer la taxation sur les activités polluantes pour financer ses politiques sociales :

Taxe carbone : Introduire un système de taxation des émissions de CO₂, en ciblant les secteurs les plus polluants comme l'industrie lourde, les transports ou l'énergie fossile.

Taxes sur les plastiques et déchets industriels : Ces prélèvements encourageraient l'innovation écologique tout en générant des recettes fiscales dédiées au financement de projets sociaux.

Cette fiscalité peut également stimuler la transition vers des énergies renouvelables et renforcer l'image du Maroc comme leader écologique dans la région.

2. Taxation numérique : Profiter de la révolution digitale

Le secteur numérique, en pleine expansion, constitue une opportunité pour diversifier les revenus fiscaux :

Taxe sur les services numériques (Digital Service Tax) : Taxer les activités des grandes plateformes numériques opérant sur le marché marocain (publicité en ligne, e-commerce, services digitaux).

Fiscalité sur les crypto-monnaies : Encadrer et taxer les transactions et activités liées aux crypto-actifs, un marché en plein essor.

Ces mesures permettraient d'adapter la fiscalité aux mutations économiques et d'inclure les nouvelles richesses dans la redistribution.

Des pistes pour un transfert des charges et de la fiscalité sur le travail

3. Contribution des secteurs sous-fiscalisés :

Certaines branches économiques restent encore sous-imposées par rapport à leur poids réel :

Secteur agricole commercial : Bien que l'agriculture de subsistance doive rester exonérée, une fiscalité progressive pourrait s'appliquer aux grandes exploitations agricoles, notamment celles exportant des produits à forte valeur ajoutée.

Secteur informel : Mettre en place des mécanismes d'intégration fiscale progressifs pour les activités informelles, en simplifiant les procédures administratives et en proposant des incitations. Ces actions permettraient de réduire les inégalités fiscales et d'élargir la base d'imposition.

4. Valorisation du patrimoine foncier et immobilier

Taxe sur la spéculation foncière et immobilière : Réduire la rétention des terrains non bâties et encourager leur mise en valeur pour les projets sociaux ou économiques.

Taxe sur les biens de luxe : Appliquer une fiscalité différenciée sur les propriétés de luxe (résidences secondaires, villas haut de gamme).

Ces mesures permettraient d'utiliser le foncier comme levier de financement des infrastructures sociales, tout en limitant les inégalités.

5. Diversification des revenus parafiscaux

Le Maroc pourrait renforcer les contributions volontaires ou obligatoires sur des secteurs stratégiques :

Taxe de solidarité sur les bénéfices élevés : Une contribution temporaire ou permanente sur les entreprises réalisant des marges exceptionnelles, notamment dans les secteurs protégés ou rentiers.

Parafiscalité sur le tourisme de luxe : Instaurer des taxes supplémentaires sur les services touristiques haut de gamme, qui pourraient alimenter un fonds de développement social.

6. Partenariats public-privé (PPP) pour financer les infrastructures sociales

Plutôt que de dépendre exclusivement des ressources fiscales, le Maroc pourrait mobiliser des fonds privés via des PPP ciblés pour financer des projets dans la santé, l'éducation, ou le logement social. Cela allègerait la pression fiscale tout en répondant aux besoins des citoyens.

7. Réduction des niches fiscales injustifiées

De nombreuses niches fiscales profitent à des entreprises ou secteurs sans réelle justification économique ou sociale. Une révision de ces exemptions pourrait dégager des ressources substantielles, tout en rétablissant une justice fiscale.

8. Fiscalité comportementale : Encourager des choix responsables

Taxes sur les produits nocifs : Tabac, alcool, boissons sucrées ou aliments ultra-transformés pourraient être davantage taxés pour financer les politiques de santé publique.

Incinérations de déchets médicaux et industriels : Une taxation des filières nécessitant des traitements coûteux.

Ces politiques, bien ciblées, permettraient de financer des services publics tout en améliorant les comportements sociaux et sanitaires.

9. Optimisation et lutte contre l'évasion fiscale

Enfin, aucun système fiscal durable ne peut fonctionner sans une lutte efficace contre l'évasion fiscale :

Renforcer les capacités de l'administration fiscale pour mieux détecter les fraudes.

Améliorer la transparence financière via des échanges d'informations internationaux.

Une meilleure collecte fiscale est souvent aussi efficace qu'une augmentation des taxes.

Vers un modèle fiscal inclusif et durable

Ces pistes, combinées à une réforme globale du système fiscal marocain, permettraient de garantir le financement de l'État social sans alourdir excessivement les charges sur les revenus du travail. La réussite de ces mesures repose toutefois sur une acceptation sociale, nécessitant un dialogue ouvert entre les citoyens, les entreprises et l'État.

Entretien exclusif avec un syndicaliste invité sur le transfert des charges fiscales

Notre syndicaliste invité par la rédaction met en avant des alternatives justes et innovantes pour le transfert des charges fiscales, évitant la TVA au profit de la taxation des secteurs sous-fiscalisés, de l'immobilier spéculatif et des industries polluantes. Un plaidoyer pour une fiscalité équitable et durable, qui relance l'emploi tout en renforçant l'État social.

Question : Le débat sur le transfert des charges fiscales est crucial au Maroc. Vous défendez cette idée, mais vous vous opposez à son application via la TVA. Pourquoi ?

Syndicaliste invité : Absolument. Nous devons alléger la fiscalité pesant sur les salaires et les entreprises pour relancer l'emploi et préserver le pouvoir d'achat. Cependant, la TVA est une taxe régressive : elle pèse proportionnellement plus sur les ménages à faibles revenus, car ils dépensent une part importante de leur revenu pour des produits de première nécessité. Miser sur la TVA, c'est risquer d'aggraver les inégalités sociales.

Question : Si la TVA n'est pas une solution, quelles sont vos propositions pour diversifier les recettes fiscales ?

Syndicaliste invité : Nous devons explorer des pistes plus justes et équitables. Par exemple :

Taxer les secteurs sous-fiscalisés comme l'agriculture commerciale ou les grandes exploitations.

Mettre en place une taxe sur la spéculation foncière et immobilière, qui pénalise les terrains non exploités et limite l'accès au logement.

Réformer les niches fiscales injustifiées qui bénéficient à certains secteurs sans justification économique.

Ces mesures permettraient de générer des recettes substantielles sans peser sur les ménages modestes.



Question : Vous parlez également de la fiscalité environnementale. Comment cela pourrait-il contribuer au financement de l'État social ?

Syndicaliste invité : La fiscalité environnementale est une voie d'avenir. Une taxe carbone, par exemple, pourrait être instaurée pour les industries polluantes ou les produits énergivores. Cela inciterait les entreprises à adopter des pratiques durables tout en générant des fonds dédiés aux politiques sociales, comme l'accès à des services de santé ou d'éducation de qualité. C'est un double gain : économique et écologique.

Question : Le patronat pourrait s'inquiéter de ces propositions. Que leur répondez-vous ?

Syndicaliste invité : Je comprends leurs préoccupations, mais il est essentiel de rappeler que notre objectif est de réduire les charges sociales qui pèsent sur les salaires. En contrepartie, les entreprises pourraient bénéficier d'un système plus compétitif. De plus, les taxes que je propose visent des secteurs rentiers ou sous-utilisés, comme la spéculation foncière, et non les activités productives. Le dialogue est crucial pour trouver un équilibre.

Question : À la veille des élections de 2026, pensez-vous que ce débat pourra être mis en œuvre ?

Syndicaliste invité : Ce débat est incontournable et il est temps que syndicats, patronat et partis politiques s'en saisissent. Si nous attendons que le gouvernement prenne seul l'initiative, nous risquons une réforme précipitée et mal adaptée. Nous devons anticiper et proposer des solutions équilibrées pour éviter que ce sujet ne devienne une source de tensions à la veille des élections. C'est une question de justice sociale et de responsabilité collective.

Entretien exclusif avec un patron favorable au transfert des charges fiscales

Ce patron invité plaide pour une fiscalité plus équilibrée en allégeant les charges sociales sur les entreprises et en transférant une partie des recettes vers le foncier, les produits de luxe ou les activités polluantes. Il appelle à un dialogue anticipé pour éviter une réforme précipitée et insiste sur les bénéfices économiques et sociaux d'un tel transfert.

Question : Vous êtes favorable à un transfert des charges fiscales pesant sur le travail. Pourquoi pensez-vous que cette réforme est nécessaire ?

Patron invité : Aujourd'hui, la fiscalité marocaine pèse de manière disproportionnée sur les salaires et les entreprises, ce qui freine la création d'emplois et limite la compétitivité. Les entreprises supportent des charges sociales élevées, ce qui décourage l'embauche, en particulier dans les secteurs formels. Transférer une partie de ces charges vers d'autres bases fiscales est indispensable pour libérer le potentiel économique du pays et attirer davantage d'investissements.

Question : Vous évoquez souvent une fiscalité orientée vers la consommation ou le foncier. Pouvez-vous détailler vos propositions ?

Patron invité : Tout à fait. Il faut diversifier les sources de recettes fiscales. Par exemple :

La fiscalité foncière : Il est temps de taxer la spéculation immobilière et les terrains non bâties pour les inciter à être mis en valeur.

Les produits de luxe et non essentiels : Une taxation accrue sur ces biens pourrait générer des revenus substantiels sans affecter les produits de base.

Les activités polluantes : Une taxe environnementale, bien ciblée, pourrait financer des projets sociaux tout en favorisant des comportements responsables.

Ces mesures permettent de partager l'effort fiscal de manière plus équitable.



Question : Certains craignent que ces réformes n'alourdissent la charge pour les ménages ou les secteurs vulnérables. Que leur répondez-vous ?

Patron invité : C'est un faux débat. Une réforme bien pensée protégerait les produits de première nécessité et les ménages modestes. Par exemple, une TVA différenciée ou des exonérations sur les biens essentiels pourraient compenser l'impact sur les plus démunis. En parallèle, les secteurs qui bénéficient de rentes ou d'exemptions injustifiées, comme la spéculation foncière ou certains priviléges fiscaux, doivent contribuer davantage. Ce n'est pas une question de pénaliser, mais d'instaurer une fiscalité juste et responsable.

Question : Les syndicats craignent que cette réforme favorise davantage les entreprises que les travailleurs. Comment répondez-vous à cette critique ?

Patron invité : Je comprends leurs inquiétudes, mais ce transfert n'est pas un « cadeau » aux entreprises. En réduisant les charges sociales, nous libérons des marges pour investir dans l'emploi, augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail. Une économie dynamique profite à tout le monde : les entreprises peuvent croître, et les travailleurs bénéficient de meilleures opportunités. Ce n'est pas un jeu à somme nulle, mais un cercle vertueux.

Question : Pensez-vous que ce débat peut être tranché avant les élections de 2026 ?

Patron invité : Je l'espère, mais cela dépendra de la volonté des acteurs politiques, syndicaux et économiques de s'engager dans un dialogue constructif. Si nous attendons la dernière minute, le sujet sera politisé et risque de diviser au lieu d'unir. Il est dans l'intérêt de tous d'anticiper et de travailler ensemble à une réforme équilibrée qui garantisse la compétitivité des entreprises tout en renforçant la justice sociale. C'est un enjeu crucial pour l'avenir du Maroc.

Entretien avec un politicien favorable à une réforme fiscale conditionnée par une croissance économique soutenue

Notre politicien invité défend l'idée qu'une réforme fiscale ambitieuse doit être conditionnée par une croissance économique forte et soutenue, afin de garantir son acceptabilité par les classes moyenne et ouvrière. Il propose des actions préparatoires, telles que l'amélioration de la gouvernance fiscale et l'investissement dans des secteurs stratégiques, pour poser les bases d'un consensus national autour de cette transformation.

Question : Vous affirmez qu'une réforme fiscale visant à transférer les charges du travail vers d'autres bases est nécessaire, mais qu'elle doit attendre une croissance économique supérieure à 5 % pendant cinq ans. Pourquoi cette approche ?

Politicien invité : Une telle réforme est fondamentale pour l'avenir économique du Maroc. Cependant, elle peut être socialement et politiquement sensible, car elle touchera directement les ménages, en particulier la classe moyenne et ouvrière. Pour qu'une réforme d'une telle ampleur soit acceptée, il faut d'abord créer un environnement économique favorable. Avec un taux de croissance supérieur à 5 % sur plusieurs années, nous pourrions :

- Améliorer le pouvoir d'achat des ménages grâce à une augmentation des revenus.
- Réduire le chômage et offrir des opportunités pour amortir les éventuels effets négatifs de la réforme.
- Renforcer la confiance des citoyens envers les institutions publiques et leur gestion des recettes fiscales.

Question : Pourquoi pensez-vous qu'un tel taux de croissance est une condition préalable pour cette réforme ?

Politicien invité : Un taux de croissance durablement élevé signifie que l'économie crée suffisamment de richesse pour financer les réformes nécessaires sans trop alourdir la pression sur les citoyens. Si nous mettons en place une réforme fiscale majeure dans un contexte de croissance faible, cela risque d'accroître les tensions sociales, notamment pour les classes moyenne et ouvrière, déjà sous pression. En revanche, dans un environnement où les revenus augmentent et les opportunités économiques se multiplient, cette réforme sera mieux acceptée.

Question: Quels secteurs économiques doivent être prioritaires pour atteindre ce taux de croissance ?

Politicien : Nous devons miser sur les secteurs qui ont un fort potentiel de création d'emplois et de valeur ajoutée :

- L'industrie : Avec le développement des zones industrielles et l'intégration des chaînes de valeur mondiales.
- Les énergies renouvelables : Le Maroc a un leadership à consolider dans ce domaine, ce qui peut attirer des investissements étrangers.
- L'agriculture modernisée : En soutenant l'agro-industrie et en valorisant les filières exportatrices.
- Le numérique et les services : La fiscalité numérique et le développement des start-ups peuvent être de puissants moteurs de croissance.

En soutenant ces secteurs, nous pouvons stimuler une croissance inclusive qui profite à toutes les classes sociales.

Question : Quels risques voyez-vous si cette réforme est appliquée avant d'atteindre ces conditions économiques ?

Politicien invité: Si cette réforme est appliquée trop tôt, sans un environnement économique stable et dynamique, nous risquons plusieurs conséquences négatives :

- Une crise de confiance : Les ménages et les entreprises pourraient percevoir cette réforme comme une simple augmentation déguisée de la pression fiscale.
- Un affaiblissement du pouvoir d'achat : Une taxation mal ciblée, par exemple via une augmentation de la TVA, pourrait frapper les classes les plus vulnérables.
- Des tensions sociales : Toute réforme mal préparée peut devenir un levier de contestation, surtout à la veille d'échéances électorales comme celles de 2026.

C'est pourquoi il faut anticiper ces risques en consolidant d'abord la base économique.

Question : Que proposez-vous en attendant cette période de croissance soutenue ?

Politicien invité: Nous devons préparer le terrain avec des actions progressives :

Améliorer la gouvernance fiscale : Lutter contre l'évasion fiscale et supprimer les niches fiscales injustifiées.

Renforcer les filets sociaux : Protéger les ménages les plus vulnérables grâce à des politiques sociales ciblées. Investir dans les infrastructures : Créer les conditions pour une croissance économique soutenue, notamment dans les régions marginalisées.

Engager un dialogue national : Associer syndicats, patronat et société civile pour construire une réforme fiscale consensuelle et adaptée aux réalités locales.

Ces mesures permettront de poser des bases solides pour que la réforme fiscale soit perçue comme juste et bénéfique pour tous.



Les limites du transfert des charges sur la TVA au Maroc

Le débat sur la réforme fiscale au Maroc s'intensifie, notamment autour du transfert des charges sociales et fiscales du travail vers la TVA. Si cette mesure vise à alléger la pression sur les entreprises et les travailleurs, elle suscite de nombreuses inquiétudes, en particulier en raison de son impact sur le pouvoir d'achat et la stabilité sociale. Dans cet article, Abdelghani El Arrasse met en lumière les limites d'une telle réforme et propose des alternatives pour garantir un équilibre entre justice fiscale, dynamisme économique et protection sociale.

Abdelghani El Arrasse souligne d'abord les risques d'un transfert des charges fiscales vers la TVA.

1. Impact social négatif :

Une augmentation de la TVA, en particulier sur les produits de première nécessité, accentuerait la pression sur les ménages marocains dans un contexte de pouvoir d'achat déjà fragile. Cette hausse risquerait d'aggraver les tensions sociales, surtout parmi les classes populaires et moyennes.

2. Revenus limités des produits de luxe :

Cibler uniquement les produits de luxe ou non essentiels rapporterait peu, car ces segments représentent une faible part de la consommation globale au Maroc.

3. Risque d'expansion de l'informalité :

Une hausse de la TVA pourrait pousser davantage d'acteurs économiques à basculer dans l'informel pour éviter les charges fiscales, ce qui limiterait l'efficacité de la mesure et aggraverait le manque de traçabilité des transactions.

4. Pression sur les finances publiques et sociales :

Les caisses sociales marocaines (CNSS, CNOPS) sont déjà en difficulté, notamment en raison des déficits cumulés et des pressions croissantes sur les systèmes d'aide sociale et médicale. Transférer les charges sur la TVA risquerait d'accentuer ces déséquilibres financiers.

Alternatives pour alléger le coût du travail tout en renforçant les caisses sociales

1. Réforme fiscale :

Simplifier et rationaliser le système fiscal marocain pour élargir l'assiette, réduire les pratiques d'évasion et inciter les entreprises et les travailleurs à se formaliser.

2. Traçabilité renforcée :

Encourager la facturation via l'installation de caisses intelligentes, des incitations fiscales et une sensibilisation accrue des consommateurs à demander des factures pour chaque achat.

3. Réduction des niches fiscales inefficaces :

Supprimer ou réviser les avantages fiscaux peu productifs pour accroître les recettes tout en garantissant une meilleure équité fiscale.

4. Optimisation des caisses sociales :

Réformer la gouvernance des caisses sociales pour améliorer leur gestion, réduire les fraudes et diversifier les sources de financement, notamment via des contributions sur des secteurs à forte croissance ou des taxes ciblées sur des produits spécifiques.

Les limites du transfert des charges sur la TVA au Maroc

Proposition : Allègement des impôts sur les salaires – Avantages et limites

Avantages :

Pouvoir d'achat accru :

Un allègement fiscal sur les salaires permettrait aux ménages de disposer de plus de revenus pour consommer, stimulant ainsi la demande intérieure.

Effet de levier sur la TVA :

L'augmentation de la consommation pourrait générer des recettes supplémentaires via la TVA, compensant partiellement les pertes de l'impôt sur le revenu.

Limites :

Pression sur les caisses sociales :

Un allègement fiscal entraînerait une réduction des cotisations aux caisses sociales, déjà fragilisées par des déficits croissants.

Charge budgétaire accrue :

Dans un contexte où l'État finance des réformes sociales importantes, comme l'extension de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO), réduire l'impôt sur les salaires pourrait limiter sa capacité à absorber ces dépenses.

Recommandations pour un équilibre durable

Pour assurer un équilibre durable, il recommande une approche progressive, combinant allègement fiscal pour les bas revenus, élargissement des recettes fiscales et diversification des financements sociaux. Selon lui, seule une réforme globale et bien calibrée permettra de concilier justice fiscale, croissance économique et protection sociale durable au Maroc.

1. Approche progressive :

-Alléger l'impôt pour les bas et moyens revenus, en ciblant prioritairement les segments les plus impactés par le coût de la vie.

-Maintenir des contributions suffisantes pour les caisses sociales, tout en réformant leur gestion pour une efficacité accrue.

2. Renforcement des recettes fiscales :

-Lutter contre l'informalité grâce à la digitalisation des transactions et l'élargissement de l'assiette fiscale.

-Réduire les niches fiscales peu efficaces sans alourdir les charges sur les citoyens vulnérables.

3. Diversification des financements sociaux :

-Introduire des taxes spécifiques (par exemple, sur les produits de luxe ou les activités à forte marge).

-Favoriser l'investissement dans des secteurs générateurs de croissance et d'emplois pour augmenter les contributions sociales et fiscales.

Un transfert des charges sur la TVA ou un allègement fiscal sur les salaires peut sembler attractif pour stimuler la consommation et améliorer le pouvoir d'achat. Cependant, ces mesures doivent être accompagnées de réformes structurelles pour éviter d'aggraver les déficits des caisses sociales. Une approche équilibrée, centrée sur la justice fiscale et l'efficacité économique, est essentielle pour garantir la durabilité des systèmes sociaux et répondre aux besoins économiques et sociaux du Maroc.



Transfert des charges sociales sur la TVA : Une opportunité pour les entreprises marocaines ?

Par Zakaria Berrada Senior Manager Stratégie & Compétitivité Argon & Co, Paris

Dans un monde où les entreprises marocaines cherchent à se démarquer, une nouvelle idée fiscale fait son chemin : déplacer une partie des charges sociales vers la TVA. L'objectif ? Réduire le coût du travail pour les entreprises tout en maintenant les finances de l'État en ordre. Mais comment cela fonctionne-t-il réellement, et est-ce que c'est une bonne option pour l'économie marocaine ?

Comment ça marche ?

L'idée est simple : remplacer partiellement les charges sociales par une hausse de la TVA. Voici comment cela pourrait se passer :

1. Moins de charges sociales : Les entreprises paieraient moins de cotisations, ce qui diminuerait le coût du travail.
2. Housse ciblée de la TVA : Pour compenser la perte de recettes, l'État augmenterait la TVA sur certains produits non essentiels, comme le luxe ou les loisirs.
3. Redistribution des gains : Cela devrait améliorer la compétitivité de certains secteurs, booster l'emploi et l'investissement, tout en garantissant des recettes stables pour l'État.

Cependant, plusieurs questions se posent : Quels produits taxer pour ne pas freiner la consommation ? Et comment s'assurer que les économies réalisées par les entreprises soient réinvesties dans l'emploi ou l'innovation ?

Le contexte marocain : une réforme adaptée ?

Avec un secteur informel représentant 30 % du PIB et 80 % des emplois non déclarés, le Maroc présente à la fois des opportunités et des défis pour cette réforme :

- Encourager la formalisation : Réduire les charges sociales pourrait inciter les entreprises informelles à se formaliser.
- Favoriser les exportations : Les secteurs du textile, de l'agroalimentaire et de l'aéronautique pourraient devenir plus compétitifs à l'international grâce à des coûts de production réduits.
- Quels types de charges réduire ? : Réduire les cotisations patronales semble prioritaire, mais inclure les cotisations salariales pourrait aussi stimuler la consommation

Impacts attendus

Cette réforme pourrait apporter plusieurs avantages :

1. Moins de coûts de production : Réduire les charges sociales permettrait aux entreprises de mieux maîtriser leurs coûts et d'augmenter leurs marges
2. Boost des exportations : Les produits marocains pourraient devenir plus compétitifs face aux concurrents asiatiques, turcs ou égyptiens
3. Stimulation de l'emploi et de l'investissement : Un coût du travail réduit pourrait inciter les entreprises à embaucher et à investir.

Transfert des charges sociales sur la TVA : Une opportunité pour les entreprises marocaines ?

Par Zakaria Berrada Senior Manager Stratégie & Compétitivité Argon & Co, Paris

Leçons internationales

D'autres pays ont expérimenté des approches similaires :

- France (CICE, 2013) : Amélioration légère des marges, mais impact limité sur l'emploi et coûts élevés pour l'État
- Suède : Résultats positifs sur la compétitivité, mais principalement dans les secteurs déjà bien structurés
- Tunisie : Réformes freinées par l'importance du secteur informel

Ces exemples montrent que l'impact dépend de la conception de la mesure et de la maturité économiques des secteurs concernés.

Points d'attention

1. Risque d'inflation : Augmenter la TVA pourrait faire grimper les prix, impactant particulièrement les ménages modestes.
2. Effet régressif : La TVA touche davantage les foyers à faibles revenus, nécessitant des compensations ciblées.
3. Secteur informel : Si la réforme ne motive pas ce secteur à se formaliser, l'impact restera limité.

Facteurs de succès

Pour que le transfert de charge soit efficace, il va falloir espérer un alignement des planètes :

1. Ciblage précis des produits soumis à une hausse de TVA : par exemple, le luxe, l'électronique haut de gamme, les services non essentiels
2. Suivi rigoureux : Un comité d'experts pour évaluer régulièrement l'impact de la réforme
3. Gradualité : Étaler la réforme sur plusieurs années pour permettre l'adaptation des entreprises et des ménages

Transférer les charges sociales sur la TVA pourrait aider le Maroc à améliorer sa compétitivité économique tout en traitant les défis du secteur informel. Cependant, ce n'est pas une solution miracle. Elle nécessite une stratégie claire et un dialogue social étroit pour réussir et minimiser les effets négatifs. Comme le souligne un rapport de la Banque Mondiale, "les réformes fiscales réussies équilibrent équité sociale et efficacité économique". Le Maroc a une chance de réformer son système fiscal, mais le chemin est semé de défis



PRIX À LA POMPE

Depuis ce 1er février, les prix à la pompe ont connu une légère hausse, tant pour le gasoil que pour l'essence.

Ainsi, le prix du gasoil a augmenté d'environ 0,16 dh/L, tandis que le prix de l'essence a augmenté de 0,20 dh/L centimes dans les stations-service, comme a pu constater l'Infomédiaire à Casablanca.

Selon des professionnels du secteur, « cette hausse est normale au vu du contexte actuel »



CLOUD AMAZON AU MAROC

Orange Maroc a collaboré avec Amazon Web Services (AWS), leader mondial du cloud, pour lancer l'offre cloud pour les entreprises, AWS Wavelength.

Grâce à AWS Wavelength, Orange Maroc propose aux organisations marocaines l'accès à une gamme de services et de ressources cloud, notamment une infrastructure locale évolutive et flexible, ainsi qu'une sécurité et une fiabilité éprouvées.



AXA Assistance Maroc change de dénomination et devient Cover Edge.

Ce changement de nom et d'identité visuelle reflète la vision stratégique de Cover Edge, qui ambitionne de bâtir une marque africaine unique et forte dans les secteurs de l'assistance, de l'assurance voyage et de l'assurance affinitaire tout en maintenant le partenariat stratégique actuel avec AXA Assistance.

Ce repositionnement stratégique, soutenu par l'appartenance au Groupe ASK Capital, apporte à Cover Edge une expertise solide et des ressources consolidées pour répondre aux besoins spécifiques du marché africain.

MUSÉE DÉDIÉ À LA PHOTOGRAPHIE.

La Fondation Nationale des Musées, la CDG et l'Agence d'Urbanisation et de Développement d'Anfa (AUDa) ont signé deux conventions de partenariat visant à insuffler une nouvelle dynamique à la scène culturelle de Casablanca.

L'un des projets phares de cette collaboration porte sur la reconversion de l'ancienne aérogare d'Anfa en un musée dédié à la photographie.



PLATEFORME BLS

Suite à l'obtention de l'accord du Conseil de la concurrence et de l'Office des changes, Buildings & Logistic Services (BLS) a annoncé la finalisation de l'opération d'acquisition de 100% de la plateforme logistique Logiprod située dans la région de Lkhayata pour un montant dépassant les 125 millions de dirhams. Dotée d'une surface foncière de 110.000 m² dont 22.000 m² couverts, Logiprod dispose d'un portefeuille de clients de références tels que: Pharma 5, Dislog Group et Transmed.

Le prestigieux fonds d'investissement RREEF Moroccan Explorer Fund I (MEF I), une société luxembourgeoise affiliée à la Deutsche Bank et spécialisée dans la gestion d'actifs immobiliers, a cédé la totalité de ses actions Logiprod à Buildings & Logistic Services



UM6P : L'Université Marocaine qui joue dans la cour des grands



Une ambition nationale aux dimensions internationales

L'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) n'est pas une simple institution académique : c'est un véritable moteur d'innovation qui incarne la vision d'un Maroc ambitieux, tourné vers l'avenir et résolument inscrit dans la dynamique mondiale du savoir et de la recherche. Depuis sa création en 2017, l'UM6P s'est imposée comme une référence incontournable, non seulement en Afrique, mais aussi à l'échelle internationale.

Avec des infrastructures à la pointe de la technologie et des partenariats prestigieux avec des universités de renom comme le MIT, Columbia University ou HEC Paris, l'UM6P ne cesse de repousser les limites de l'enseignement supérieur et de la recherche appliquée. Son objectif est clair : former une élite marocaine et africaine capable d'innover et de répondre aux défis du XXI^e siècle.

Dès ses débuts, l'UM6P a misé sur des moyens colossaux pour construire un environnement propice à l'excellence académique et scientifique. Son campus de Benguerir, situé à quelques kilomètres de Marrakech, est un écosystème de recherche et d'innovation unique en Afrique, doté de laboratoires de pointe, de centres d'expérimentation et d'incubateurs de startups.

Mais l'ambition de l'UM6P ne s'arrête pas là. Un nouveau campus futuriste est en construction à Rabat, destiné à renforcer encore davantage son influence et son attractivité internationale. Ce campus, conçu comme un hub d'excellence et de collaboration scientifique, abritera des infrastructures de recherche de haut niveau et offrira un cadre d'apprentissage digne des plus grandes institutions mondiales. Ce projet s'inscrit dans une stratégie de développement qui vise à faire de l'UM6P un pôle d'expertise global, rayonnant bien au-delà des frontières marocaines.

Contrairement aux universités classiques, l'UM6P adopte une approche résolument tournée vers la recherche appliquée et l'innovation. Son engagement dans les domaines clés du développement, tels que l'agriculture durable, les énergies renouvelables, l'intelligence artificielle et les sciences des matériaux, en fait un acteur incontournable de la transformation économique et sociale du continent africain.

Des infrastructures comme le Green Energy Park ou le Water Energy & Environment Lab permettent aux chercheurs et aux étudiants de travailler sur des projets concrets, en lien avec les besoins du Maroc et du continent africain. L'objectif est de produire des solutions innovantes et adaptées aux défis locaux, tout en s'inscrivant dans les grands enjeux scientifiques mondiaux.

L'UM6P joue également un rôle majeur dans l'accompagnement des jeunes entrepreneurs à travers des incubateurs et des accélérateurs de startups. En offrant un environnement favorable à la création et à l'expérimentation, l'université contribue à l'émergence d'une nouvelle génération d'innovateurs marocains et africains, prêts à conquérir les marchés globaux..

UM6P : L'Université Marocaine qui joue dans la cour des grands

L'Université Mohammed VI Polytechnique est bien plus qu'un établissement académique : elle représente une vision audacieuse pour le Maroc et pour l'Afrique. Son développement rapide et ses infrastructures futuristes, notamment avec l'extension de son campus à Rabat, en font un modèle unique sur le continent.

Alors que de nombreuses universités africaines peinent à rivaliser avec les standards internationaux, l'UM6P prouve qu'avec une volonté politique affirmée, des investissements stratégiques et une ouverture sur le monde, il est possible de bâtir un centre d'excellence scientifique de rang mondial.

Loin d'être un simple projet académique, l'UM6P est un symbole de la montée en puissance du Maroc dans les domaines du savoir et de l'innovation. En misant sur des infrastructures d'exception, des programmes de recherche ambitieux et des partenariats internationaux, elle ne se contente pas de voir grand : elle joue déjà dans la cour des grands.

NextAfrica : l'UM6P et Station F unissent leurs forces pour l'innovation Afrique-Europe

L'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) s'associe à Station F, le plus grand campus de startups au monde, pour lancer NextAfrica.

Ce programme vise à accélérer les startups internationales intéressées par l'Afrique dans des domaines comme la Greentech, l'Agritech et la Healthtech. L'UM6P disposera d'un espace dédié de 40 postes à Station F, offrant mentorat, financements et accès aux marchés africains.

Les startups bénéficieront aussi de l'expertise des chercheurs de l'UM6P et de connexions stratégiques en Afrique et en Europe.





DeepSeek tremble déjà : Alibaba lance son arme fatale dans la guerre des IA !

Alibaba Cloud, la branche technologique du géant chinois du commerce électronique, a annoncé mercredi sur WeChat, le réseau social chinois, que sa nouvelle itération, Qwen 2.5-Max, surpassait "presque sur tous les critères" les modèles les plus avancés du marché. Parmi ces rivaux figurent GPT-4 d'OpenAI, DeepSeek-V3 et Llama 3.1 de Meta. Cet événement coïncide avec le début du Nouvel An chinois, symbolisant peut-être un renouveau dans le domaine de l'IA.

Qwen 2.5-Max : Un modèle d'IA surpuissant face à DeepSeek et GPT-4

Dans un monde où les technologies d'intelligence artificielle (IA) se bousculent pour dominer le marché, Alibaba vient de lancer une nouvelle version de son modèle Qwen, promettant des performances qui dépasseraient celles de ses concurrents.

Cette annonce survient à un moment crucial, alors que la start-up DeepSeek a récemment fait sensation avec son propre modèle, provoquant une course effrénée parmi les géants technologiques.

La montée fulgurante de DeepSeek a mis une pression considérable sur les autres acteurs du secteur. En quelques semaines seulement, cette jeune entreprise a réussi à attirer l'attention du public avec des capacités impressionnantes, poussant les géants comme Alibaba à revoir leurs stratégies. Le lancement de Qwen 2.5-Max est donc une réponse directe à cette concurrence croissante, visant à maintenir leur position dominante dans le domaine de l'IA.

Pour comprendre l'ampleur de cet enjeu, il est essentiel de contextualiser la situation. Les modèles d'IA jouent désormais un rôle central dans divers aspects de notre vie quotidienne, allant de la reconnaissance vocale aux systèmes de recommandation en passant par les assistants virtuels. La capacité d'un modèle à traiter et analyser des données complexes rapidement et efficacement est cruciale pour rester compétitif. Ainsi, lorsque Alibaba affirme que Qwen 2.5-Max surpassé ses concurrents, cela ne signifie pas seulement une victoire technologique mais aussi un gain potentiel en termes de parts de marché.

Cette bataille entre les géants technologiques n'est pas uniquement une question de prestige. Elle reflète également les défis et opportunités liés à l'évolution rapide des technologies d'IA. Alors que les entreprises s'efforcent de développer des modèles toujours plus performants, les utilisateurs finaux bénéficient de solutions de plus en plus sophistiquées. Le lancement de Qwen 2.5-Max pourrait bien marquer un tournant décisif dans cette compétition féroce, offrant aux consommateurs une gamme encore plus large de choix.





**Rejoignez notre chaîne WhatsApp
pour ne rien rater de l'actualité !**



AIDE AU LOGEMENT : UNE FORTE DEMANDE ET DES IMPACTS ÉCONOMIQUES SIGNIFICATIFS



Une forte demande pour le programme d'aide directe au logement, avec plus de 114.000 demandes enregistrées en 2024.

Un impact économique notable avec une hausse des crédits immobiliers et des ventes de ciment.

Un soutien élargi aux villes moins desservies pour dynamiser le marché immobilier national.

Le programme d'aide directe au logement suscite un vif engouement auprès des citoyens marocains. En 2024, plus de 114.365 demandes ont été enregistrées, a révélé Adib Benbrahim, Secrétaire d'Etat chargé de l'Habitat, lors de son intervention mardi à la Chambre des Conseillers.

Selon les chiffres avancés, 63.000 personnes ont d'ores et déjà bénéficié de cette aide, dont 25% de Marocains résidant à l'étranger et 32% de jeunes. La majorité des bénéficiaires (63%) ont perçu une aide de 70.000 dirhams, tandis que 37% ont reçu 100.000 dirhams.

Ce programme ne se limite pas à répondre aux attentes des citoyens, il constitue également un levier pour l'économie nationale. La consommation de ciment a bondi de 9,45%, traduisant une relance du secteur du bâtiment.

De même, les crédits immobiliers ont progressé de 1,7%, tandis que les prêts accordés aux promoteurs immobiliers ont grimpé de 7,2%.

L'extension du dispositif à des villes jusqu'ici moins desservies, telles que Fès, Settat, El Jadida, Benslimane, Oujda, Berkane et Taza, a permis une meilleure répartition des aides et un soutien accru au développement urbain.

Le programme contribue également à dynamiser l'offre de logements pour les classes à faibles et moyens revenus.

Chaque année, environ 113.000 unités sont mises sur le marché, dont 94.000 bénéficient directement de l'aide au logement.

Face à cette forte demande et aux retombées positives sur l'économie, le programme d'aide au logement apparaît comme un outil clé de la politique publique visant à faciliter l'accès à la propriété et à stimuler le secteur immobilier au Maroc.



LeEn 2024, le secteur de la location de voitures au Maroc a enregistré une progression spectaculaire, avec l'acquisition de plus de 52 000 véhicules, traduisant une augmentation de 13 % par rapport à l'année précédente. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte touristique particulièrement florissant, marqué par des records d'arrivées et de nuitées. Le magazine Finances News Hebdo souligne que cette année a surpassé les performances de 2019, une référence pour le secteur, et a été propulsée par un afflux massif de touristes, notamment après le mois de Ramadan et durant la saison estivale.

Tourisme en plein essor :

Cette hausse de la demande ne provient pas uniquement des visiteurs étrangers ; les résidents marocains sont également en quête de solutions de mobilité, ce qui a incité les professionnels de la location à investir dans de nouvelles acquisitions. Selon Tarik Dbilij, président de la Fédération des loueurs automobiles sans chauffeurs au Maroc (FLASCAM), les loueurs représentent désormais 35 % des ventes totales du marché automobile, avec une préférence marquée pour les marques Dacia et Renault, qui à elles seules totalisent 62 % des achats.

Les perspectives pour 2025 se révèlent également prometteuses. Le secteur prévoit de continuer à investir, de renouveler ses flottes et d'élargir son offre de services. Ces initiatives s'accompagnent des efforts de promotion du ministère du Tourisme et de l'ONMT, ainsi que de l'augmentation des liaisons aériennes, renforçant ainsi le Maroc comme une destination de choix pour les voyageurs.

Cependant, le secteur n'est pas sans défis. La concurrence déloyale du marché informel demeure une préoccupation majeure, avec de nombreux opérateurs clandestins qui ne respectent pas les réglementations en vigueur. Malgré ces obstacles, la location de voitures reste un pilier fondamental de l'économie marocaine, contribuant à la fois au développement du marché des véhicules neufs et d'occasion et à l'attractivité du tourisme dans le pays.

Une croissance étonnante du secteur de location de voitures au Maroc en 2024

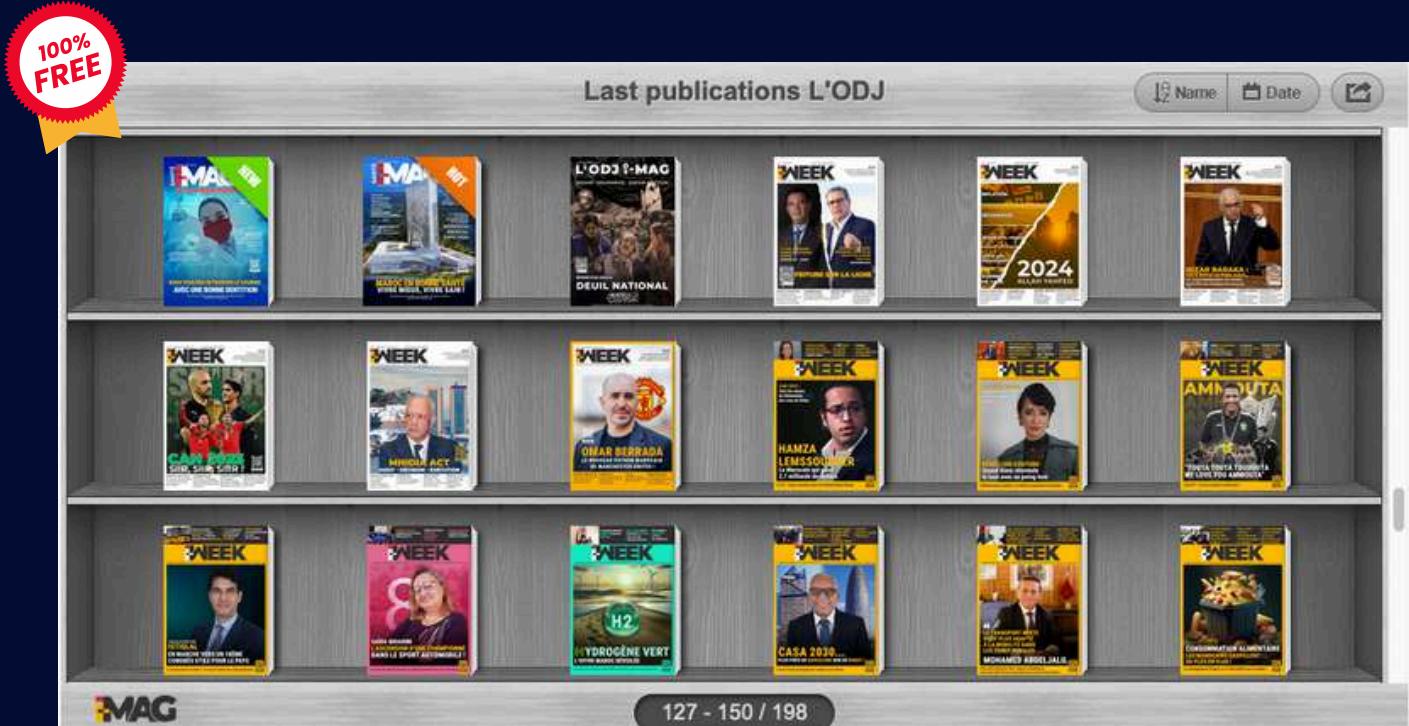




www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC,
Pressplus vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME